

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées	
Référence : 20200424-RAP-15-046-AIRPRODUCTS-inspectionCOVID	
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL 28 AVR. 2020
Société : AIR PRODUCTS 27, rue de la Ribeyre BP 21 15500 MASSIAC	S3IC 0056-00144 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input checked="" type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input checked="" type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input checked="" type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Conditionnement de gaz de l'air, logistique de gaz, centre de contrôle et de requalification de bouteilles de gaz.	
Date du contrôle : 22/04/2020	
Inspecteur(s) :	
Type de contrôle	
<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input checked="" type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle	
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du	<input type="checkbox"/> Plainte <input checked="" type="checkbox"/> Autre : épidémie COVID-19
Thème(s) du contrôle : Maintien des mesures de prévention des risques en période pandémique	
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) • accès au site, clôtures, stockages gaz destinés au conditionnement (cuves extérieures)	
Référentiel(s) du contrôle • Arrêté préfectoral n°2004-2135 du 7 décembre 2004 autorisant la poursuite d'exploitation du site, • Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, • Politique de prévention des accidents majeurs du 12 avril 2017	
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)	
Nom	Société
M. Pierre BONAZ	AIR PRODUCTS
Qualité	Directeur de site
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input checked="" type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Cellule RIA <input type="checkbox"/> Autre :

I – Synthèse de la visite et des constatations

I.1 – Périmètre inspecté

L'objet de l'inspection a été de s'assurer que les mesures de prévention des risques sont maintenues pendant la crise dite du CORONAVIRUS 2019-2020 :

- présence minimale de personnel ;
- capacité à faire face à un absentéisme imprévu ;
- maintien des mesures de maîtrise de risque (MMR) principales ;
- maintien des moyens disponibles pour intervenir en cas d'accident ou incident...

I.2 - Vérification de la situation administrative de l'installation

↳ présentation succincte de l'historique industriel et administratif de l'établissement

L'établissement est situé en périphérie de la ville de Massiac. Autour du site se trouvent quelques installations industrielles de petite taille, quelques ERP et des habitations dont certaines très proches du site (moins de 100 mètres). Le site est situé en bordure de la rivière Alagnon ; il est en zone inondable.

Dans le passé une fonderie d'antimoine a été exploitée sur ce site jusque dans les années 1920. En 1934, la Société des Gaz de l'Air (SAGA) a démarré sur ce site la production d'acétylène, à partir de carbure de calcium, et le conditionnement de gaz de l'air. SAGA a vendu son activité et son site de Massiac à la société AIR PRODUCTS France en 2011.

Cette dernière a arrêté l'activité de production d'acétylène en 2012 et utilise ce site pour les requalifications périodiques des bouteilles de gaz qu'elle utilise en France et en Belgique (contrôles, épreuves, mises en peinture). Ce site sert aussi de base logistique pour les bouteilles de gaz d'AIR PRODUCTS.

La superficie actuelle du site est d'environ 31500 m² dont environ 5800 m² bâtis.

Ce site est classé Seveso bas, d'une part du fait de son stock d'acétylène, en bouteilles de 50 litres, pouvant être de 10 tonnes (seuil Seveso bas = 5 tonnes) et d'autre part, de son stock d'oxygène (en grands réservoirs et en bouteilles) pouvant être de 385 tonnes (seuil Seveso bas = 200 tonnes).

Le site est autorisé selon Arrêté préfectoral n°2004-2135 du 7 décembre 2004.

↳ présentation succincte des évolutions des activités liées à la crise COVID-19

Dans le cadre de la crise COVID-19, l'activité du site est maintenue à un rythme équivalent à celui avant-crise.

La partie relative au médical a augmenté. Dans le même temps, le conditionnement de gaz pour l'industrie a diminué.

En termes de procédés, le principal changement est la mise en place d'une procédure de désinfection des bouteilles d'origine « médicale ». Sur le plan environnemental, la désinfection se fait avec une solution d'eau oxygénée diluée. Les quantités présentes pour cette opération (il a été constaté sur le terrain la présence de 3 bidons de 20 litres, deux en stock sur rétention, un troisième au poste de travail associé à la désinfection) sont très en dessous du seuil de classement potentiel ICPE (rubrique 4441, déclaration ICPE à partir de 2 tonnes).

En termes d'organisation, le site est en effectif quasi normal. Le fonctionnement a été revu pour limiter les contacts interpersonnels non indispensables et mettre en place des dispositifs barrières :

- télétravail pour les postes télétravaillables, avec passage ponctuel encadrement. Un encadrant est toujours présent sur site.
- après une période initiale de fonctionnement d'équipe sur deux postes et d'adaptation des horaires pour limiter les présences simultanées sur divers postes de travail, retour à un fonctionnement en journée classique avec distanciation (vestiaires, salle commune reconfigurées en ce sens) et dispositifs/procédures « barrières » (gel hydroalcoolique, masques)

Il n'a pas été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées d'évolution des activités du site susceptible de modifier le classement au titre des différentes rubriques de la nomenclature des installations classées.

Lors de la présente visite, il a été vérifié, à partir de la base informatique d'état actualisé des quantités de produits présentes sur site (SAP), et lors de la visite de terrain, le respect des quantités autorisées pour ce site.

↳ Conclusion

La situation administrative de l'installation est régulière et ne nécessite pas à ce stade d'adaptation des prescriptions applicables à l'établissement.

I.3 – Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés dans le canevas en annexe au présent rapport, ce canevas ayant spécifiquement été établi dans le cadre d'une action de contrôle circonstancielle liée à l'épisode de pandémie.

II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Aucune non-conformité n'a été relevée lors de la présente visite.

L'attention de l'exploitant a simplement été attirée sur le stockage des produits liquides dangereux pour l'environnement en rétention (qui est effectif pour ce qui concerne les produits de désinfection stockés en réserve), y compris sur la zone extérieure déchets (un bidon de 200 litres était présent), en vérifiant la compatibilité de produits placés sur une même rétention.

L'exploitant a mis en place des dispositions techniques et organisationnelles liées à la pandémie, qui sont sans impact constaté sur le niveau de gestion environnementale du site.

Les modifications d'activités constatées sont marginales en termes de positionnement réglementaire ICPE du site.

Propositions de suites administratives : néant

Inspecteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées	L'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées	Pour la directrice , le chef de l'unité interdépartementale Cantal Allier Puy-de-Dôme
Signé Date : 2020.04.24 16:27:12 +02'00'	Signé	Signé